

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91 012 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex

ÉVRY-COURCOURONNES, le 12/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AALYAH RECYCLAGE (site 2)**

24 Chemin Latéral  
92 220 BAGNEUX

Références :D2025-  
Code AIOT : 0006519426

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement **AALYAH RECYCLAGE (site 2)** implanté 7-9 rue de la Fosse Montalbot 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un COLDEN (Comité Opérationnel de Lutte contre la Délinquance Environnementale). La visite a également été motivée par la présence d'une pollution aux hydrocarbures présente sur l'espace naturel sensible Montalbot de VIGNEUX-SUR-SEINE. Il est à noter que la fosse Montalbot est l'exutoire du réseau d'eaux pluviales de la zone d'activité ainsi que de la société AALYAH RECYCLAGE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AALYAH RECYCLAGE (site 2)
- 7-9 rue de la Fosse Montalbot 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0006519426



- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED-MTD

La société AALYAH-RECYCLAGE sur son site du 7-9 rue de la fosse Montalbot de VIGNIEUX-SUR-SEINE a une activité de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et de traitement mécanique des déchets par broyage et compactage.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des



suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mesures de poussières	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 3.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Consignation	3 mois
2	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.1.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Prévention du risque inondation	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.1.1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Consignation, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.2.1.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Registre déchets	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5.1.8.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Amende	3 mois
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021,	Avec suites, Lettre de suite	Mise en demeure, respect de	3 mois



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		article 2.1.2	préfecturale	prescription	
8	Propreté	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 2.3.1 et 9.1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.2.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Autosurveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.5.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Etiquetage de substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 6.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.6.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
16	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.7.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
17	Réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
18	Stockage	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
19	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.3.2 et 4.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
21	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.5.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 7.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
20	Autosurveillance-PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au niveau administratif l'exploitant doit produire dans les délais impartis plusieurs éléments (plans, registres, attestations...). Il doit procéder à la mise en conformité de son établissement en rapport aux prescriptions de son arrêté préfectoral.

L'exploitation doit mettre en place l'ensemble des mesures prescrites dans ce présent rapport pour faire cesser la pollution aux hydrocarbures que subit la zone naturelle de la fosse Montalbot de VIGNEUX-SUR-SEINE.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mesures de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2023</li> </ul>



**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de réaliser une fois par an et à ses frais des mesures de retombée de poussières à plusieurs endroits du site.

Ces points de mesure devront au préalable être validés par l'inspection des installations classées.

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par jauges de retombées.

L'exploitant établit un plan de surveillance, tenu à la disposition des installations classées qui comprend:

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation des installations ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 26 novembre 2024, l'exploitant n'a pas fourni le dernier rapport de mesures des retombées de poussières. Cela a déjà fait l'objet d'une mise en demeure. (Arrêté n°2023.PREF/DCPPAT/BUPPE/069 du 6 avril 2023)

Le 28 janvier 2024, l'exploitant a apporté des précisions:

- la campagne de mesures des retombées de poussières est à mettre en place ;
- la demande a été faite auprès de la société AIRT Contrôle mais l'exploitant n'a toujours pas de réponse de son bureau d'étude Assyst environnement qui gère le suivi du site ;
- l'exploitant va procéder à une relance du bureau d'étude Assyst environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement le devis signé de commande de la campagne de mesures de retombées de poussières.

Compte tenu de la nature des activités, il pourra être envisagé de suspendre la réalisation de ces campagnes si et seulement si les résultats des mesures s'avèrent conformes sur cinq années consécutives.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Consignation

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 2 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/05/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 26 novembre 2024, l'exploitant n'a pas fourni le dernier rapport de vérification du disconnecteur.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la présence d'un disconnecteur sur le réseau d'eau publique et d'effectuer une vérification annuelle de ce dernier par un organisme compétent. Il est demandé de fournir à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport d'installation d'un disconnecteur et le dernier rapport de vérification annuelle de ce dernier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Prévention du risque inondation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inondation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/07/2023</li></ul>



**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit respecter les prescriptions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la vallée de la Seine et notamment les dispositions suivantes :

- Le stockage des produits, en particulier ceux susceptibles d'être polluants, doit être réalisé en récipients étanches et arrimés ou au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
- Les orifices de remplissage doivent être étanches et les débouchés de tuyaux d'évents placés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
- Les citernes doivent être ancrées et arrimées,
- Les dispositifs d'assainissement doivent être conçus et implantés de façon à en limiter l'impact négatif en cas de crue.

L'exploitant prend, en outre, toute disposition pour pouvoir, en cas de montée des eaux ou d'annonce de crue:

- Évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement (bennes de batteries usagées, stockage GNR, bouteilles d'oxygène et de propane, fluides de maintenance, etc.)
- Évacuer tout le matériel mobile hors d'atteinte des eaux de crue
- Arrêter et mettre en sécurité ses installations.

Des consignes de sécurité sont élaborées à cet effet et portées à la connaissance du personnel.

Le local transformateur électrique sera implanté sur une dalle pleine bétonnée au-dessus de la limite des plus hautes eaux connues. Une compensation de 1 m<sup>3</sup> sera assurée à proximité du local pour l'implantation de cette dalle.

Le projet devra respecter l'article C.-1.6 du règlement du PPRI qui interdit « les clôtures pleine » en zone ciel. Au sens du PPRI, une clôture n'est pas considérée pleine si elle présente au moins 2/3 de sa surface ajourée sous la cote de référence ou si elle est constituée de grillages à larges mailles de type 10 x 10 cm minimum.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 26 novembre 2024, il a été constaté que la demande d'ajourer la clôture n'a pas été suivie. Cela a déjà fait l'objet d'une mise en demeure (Arrêté préfectoral n°2023.PREF/DCPPAT/BUPPE/069 du 6 avril 2023).

Le 28 janvier 2025, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées qu'il souhaite faire les travaux mais que les voisins ne souhaitent pas accorder le droit de faire ces travaux. L'exploitant a déclaré ne pas savoir qui est propriétaire des clôtures de séparation entre les différentes exploitations limitrophes de son site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder aux travaux consistant à ajourer la clôture conformément à l'article C.-1.6 du règlement du PPRI tel qu'il s'y était engagé dans ses compléments au dossier de demande d'autorisation du 27 mai 2020 (mise en conformité des clôtures côtés Est et Ouest du site avec enlèvement des blocs béton et remplacement par des grillages sur les zones localisées en dessous de la cote des Plus hautes eaux connues). Pour cela un devis signé avec un calendrier de travaux devra être fourni à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Consignation

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 4 : Isolement des milieux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.2.1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/05/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 26 novembre 2024, l'exploitant n'a pas présenté la procédure de désactivation de la pompe de relevage en cas d'incident et n'a pas fourni l'attestation de connaissance de cette procédure par le personnel du site.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées pour l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la procédure de désactivation de la pompe de relevage en cas d'incident ;</li><li>• l'attestation de connaissance de cette procédure par le personnel du site.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Entretien et conduite des installations de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/05/2023</li></ul>



**Prescription contrôlée :**

Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués minimum trimestriellement.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement de déchets détruits et retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Code de l'environnement du 31/12/2024-Article R.541-45-I:**

Toute personne qui produit des déchets dangereux [...] les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.[...]

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour. [...]

**Constats :**

L'exploitant a fait parvenir à l'inspection la fiche d'intervention rédigée par la société CHIMIREC de DUGNY(93 440) correspondant à la prise en charge des eaux et boues hydrocarburées du séparateur d'hydrocarbures en date du 10 décembre 2024. Celui-ci comporte une modification manuscrite de l'adresse du site qui était notée 7 rue de la fosse Montalbot alors qu'initialement l'adresse était notée 1 rue de la fosse Montalbot.

Le volume est également modifié de manière manuscrite (1 000 L) à la place de 6 tonnes initialement renseignées (BSD référencé: S041-E1009975).

La consultation du site TRACKDECHETS montre l'enregistrement de ces déchets sur le numéro SIRET de l'établissement AALYAH-RECYCLAGE situé au 1 rue de la fosse Montalbot à VIGNEUX-SUR-SEINE. Il est également constaté que l'établissement AALYAH situé au 7-9 rue de la fosse Montalbot ne possède pas de numéro SIRET et par conséquent pas d'enregistrement possible sur le site TRACKDECHETS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'enregistrement de son site AALYAH-RECYCLAGE sis 7-9 rue de la fosse Montalbot de VIGNEUX-SUR-SEINE au registre du commerce et de procéder par la suite à l'inscription de cet établissement sur TRACKDECHETS.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 6 : Registre déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5.1.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 26 décembre 2024, l'exploitant n'a pas présenté de registre de suivi des déchets dangereux et non dangereux. Cela a déjà fait l'objet d'une mise en demeure (Arrêté préfectoral n°2023.PREF/DCPPAT/BUPPE/069 du 6 avril 2023). La consultation du site TRACKDECHETS montre que le site AALYAH-RECYCLAGE sis 7-9 rue de la fosse Montalbot à VIGNEUX-SUR-SEINE n'est pas inscrit.</p> <p>Le 28 janvier 2025, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées pour l'environnement qu'il n'y a plus de déchets dangereux sur le site. Ces déchets se situent exclusivement sur le site situé au n°1 et n°4 de la fosse Montalbot de VIGNEUX-SUR-SEINE. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le terrain sis 4 rue de fosse Montalbot ne dispose pas d'autorisation administrative pour le transit de déchets.</p> <p>L'inspection précise à l'exploitant qu'il est nécessaire d'avoir un compte TRACKDECHETS pour le site du 7-9 rue de la fosse Montalbot car l'établissement doit au minimum déclarer les déchets du séparateur d'hydrocarbures.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'inscrire l'exploitation sur le site TRACKDECHET avec le numéro SIRET dédié au site situé au 7-9 rue de la fosse Montalbot à VIGNEUX-SUR-SEINE;</li><li>• de fournir à l'inspection une copie du registre de suivi des déchets dangereux et non dangereux pour les mois de septembre, octobre et novembre 2024.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Amende
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 7 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/05/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 26 novembre 2024, l'exploitant n'a pas présenté de consignes d'exploitation et n'a pas communiqué à l'inspection la liste des personnes nommément désignées capables d'appliquer ces procédures. L'inspection n'a pas constaté leur affichage.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• rédiger et présenter les consignes d'exploitation à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;</li><li>• communiquer à l'inspection la liste des personnes nommément désignées capables d'appliquer la procédure de sécurité ;</li><li>• procéder à l'affichage de ces consignes.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 2.3.1 et 9.1.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/05/2023</li></ul>



**Prescription contrôlée :**

2.3.1-L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...[...]

9.1.4-Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs,...). [...]

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas la hauteur des murs de clôture soit 5,60 mètres. [...]

**Constats :**

Lors de l'inspection du 26 novembre 2024, il a été constaté des traces d'hydrocarbures au sol et une hauteur de stockage des métaux trop élevée, ce qui génère un déversement en dehors du site d'exploitation. La zone d'activité permet largement de descendre la hauteur de stockage. Des déversements ont été constatés au niveau de la presse-cisaille.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de:

- maintenir le site propre et de récupérer les déchets déversés derrière le mur ainsi qu'au niveau de la presse-cisaille ;
- d'abaisser la hauteur de stockage des métaux au niveau de la hauteur maximale du mur et, en tout état de cause, à une hauteur n'excédant pas 5,60 mètres.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Plan des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.2.1.2

**Thème(s) :** Autre, Réseaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/05/2023



**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître:

l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation

- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)

- les secteurs collectés et les réseaux associés

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ...)

- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

Lors de l'inspection du 26 novembre 2024, l'exploitant n'a pas fourni un plan des réseaux à jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir le plan des réseaux à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Autosurveillance rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.5.2

**Thème(s) :** Autre, autosurveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/07/2023

**Prescription contrôlée :**

Fréquence: semestrielle

Paramètres: MES / DCO / As / Cr / Cu / Hg / Ni / Pb / Zn / F / Ind phénols / CN libres / HCT / HAP / Benzo(a)pyrène / Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène / Somme Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène / AOX-EOX

Prélèvement: instantané



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé la campagne semestrielle de mesures d'autosurveillance des eaux de rejets pour le premier semestre 2024.</p> <p>L'exploitant a renseigné Gidaf concernant la campagne du second semestre 2024. Les analyses ont été réalisées par le laboratoire AGROLAB Group sur un échantillon du 29 octobre 2024 et correspondent à l'analyse des eaux superficielles de sortie du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Il est à noter que le résultat d'analyse du plomb est de 0,25 mg/L, ce qui est supérieur à la valeur limite autorisée qui est de 0,1 mg/L. L'exploitant a déclaré avoir procédé comme action corrective au nettoyage du séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder aux analyses des eaux superficielles de sortie du séparateur d'hydrocarbures de façon semestrielle tel que le prévoit son arrêté préfectoral du 25 juin 2021 article 4.5.2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 11 : Étiquetage de substances et mélanges dangereux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 6.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, étiquetage</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence de grands réservoirs vrac non identifiés. Ces contenants doivent être identifiés et étiquetés de façon lisible avec le nom des substances, mélanges et pictogrammes de risques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'identification au moyen d'un étiquetage des emballages, fûts et réservoirs présents sur le site. Le nom des substances et mélanges doit être noté avec les pictogrammes des risques correspondants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>



**N° 12 : Mesures périodiques des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la notification du présent arrêté préfectoral puis tous les 3 ans.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement la dernière campagne de mesures acoustiques réalisée par le bureau d'étude ASSYST ENVIRONNEMENT référencé n°JS/EDB042023 daté du 28 février 2023.</p> <p>Il est constaté que les mesures faites en émergence sont conformes car l'émergence est de +1,5 dB.</p> <p>Il est également constaté que les résultats de mesures en limite de propriété sont conformes pour l'ensemble des points de mesures.</p> <p>L'ensemble des mesures montre que le niveau sonore de la société AALYAH est conforme à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et à l'arrêté préfectoral du site n°2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/163 du 25 juin 2021 et respecte donc:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ La limite de 70 dB(A) en limite de propriété de jour en semaine (pour les 4 points mesurés).</li><li>➤ L'émergence maximale de 5 dB(A) de jour de différence entre le niveau ambiant et le niveau résiduel lors du calcul de l'émergence en zone à émergence réglementée.</li></ul> <p>L'exploitant respecte par conséquent le point relatif à la campagne sonore visé dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/163 du 25 juin 2021 article 7.2.3.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'une campagne de mesure de bruits doit être réalisée tous les trois ans conformément à l'arrêté préfectoral du 25 juin 2021, article 7.2.3.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 13 : Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.2.1
--



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, localisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/05/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphère nuisibles ou explosives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportés sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le plan à jour des zones à risques.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées le plan actualisé des zones à risques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Organisation de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/05/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>



Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

L'ensemble des sols du site est bétonné et imperméable.

**Constats :**

Les déchets sont exposés aux intempéries mais la dalle béton peut entraîner des infiltrations d'eaux polluées.

L'exploitant n'a pas fourni les justificatifs de reprise d'imperméabilisation du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de reprise d'imperméabilisation du site.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 15 : Vérification périodique et maintenance des équipements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 07/05/2023

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoire, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément au référentiel en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 26 novembre 2024, l'inspection des installations classées n'a pas pu consulter le registre de sécurité. Les RIA et extincteurs n'ont pas de date de vérification périodique. L'exploitant a transmis le rapport de vérification des extincteurs réalisé par la société Stop incendie Idf de Saint-Pierre-du-Perray. L'intervention a eu lieu le 07 mai 2024. Ce rapport précise que la mise en conformité des équipements a été effectuée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection:

- une copie du registre de sécurité ;
- le dernier rapport de vérification périodique des RIA, du système de désenfumage, du système de détection incendie et des installations électriques ;

Il est proposé à Madame la Préfète d'accorder un délai supplémentaire à l'exploitant. Sans réponse dans le délai imparti, des sanctions pénales et administratives seront proposées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2023

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment:

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.
- trois bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 120 m<sup>3</sup>/h durant deux heures sous une pression dynamique minimale d'1 bar. Ces appareils doivent être facilement utilisables et implantés à une distance de 100 mètres au plus de l'entrée principale du site en suivant les cheminements praticables aux dévidoirs à roues normalisés des engins d'incendie. La distance entre chaque point d'eau ne doit pas excéder 150 mètres. Ils seront en outre situés en bordure d'une voie « engin » ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci, leurs raccords étant toujours orientés du côté de cette voie.

La voirie intérieure permettant l'approche des services de secours aux différentes zones de stockage ne devra pas être impactée par les eaux d'extinction (hors écoulement)



- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

#### **Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas fourni le test de débit sur les poteaux incendie à proximité du site.

L'exploitant a fourni à l'inspection un courrier de réponse de la société SUEZ ILE-DE-FRANCE daté du 09 mai 2023 stipulant que les services techniques doivent s'occuper de tester les débits sur les poteaux d'incendies liés au contrat 98-93 15935502.

Le 28 janvier 2025, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées un courriel de relance daté du 05 décembre 2024 que la société AALYAH-RECYCLAGE a adressé à la société SUEZ ILE-DE-FRANCE car la première demande du 09 mai 2023 est restée sans réponse.

Le 26 novembre 2024, l'inspection n'a pas constaté la présence d'une réserve de sable meuble et sec ou assimilé, destinée à la lutte contre l'incendie. Le 28 janvier 2025, l'exploitant a déclaré avoir une réserve de deux grands Big Bag chacun à proximité de la presse-cisaille avec la pelle.

Comme vu précédemment les RIA et extincteurs n'ont pas de date de vérification périodique d'apposée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de:

- fournir un rapport de tests de débit sur les poteaux incendie à proximité du site ;
- fournir une photo de la mise en place des deux grands Big-Bag de sable présents sur le site avec des pelles.

Il est proposé à Madame la Préfète d'accorder un délai supplémentaire à l'exploitant. Sans réponse dans le délai imparti, des sanctions pénales et administratives seront proposées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 17 : Réception des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les déchets dangereux (batteries) sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un bac dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).</p> <p>Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.</p> <p>Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.</p> <p>Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 26 novembre 2024, l'affichage d'identification des déchets et de leurs effets est inexistant.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à la mise en place d'un affichage d'identification et de catégorisation des risques sur les zones de stockage des déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 18 : Stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).</p> <p>Les conteneurs sont réalisés de sorte qu'ils soient sur rétention pour les liquides ou à l'abri des intempéries pour les déchets tels que les batteries.</p> <p>Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuelle à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et en rappelant l'interdiction de fumer.</p> <p>Un plan de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant n'a pas mis en place l'affichage approprié sur les contenants des déchets.</p> <p>Le plan des zones à risques n'a pas été fourni à l'inspection.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• fournir le plan des zones à risques à jour ;</li><li>• mettre en place l'affichage approprié sur les contenants des déchets.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



## N° 19 : Rejet des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.3.2 et 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  4.3.2- [...] Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. 4.3.4- Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ce ou ces dispositifs de traitement doivent être accessibles. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectuées minimum trimestriellement. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 26 novembre 2024, une analyse du fonctionnement des réseaux d'eaux pluviales a été menée avec l'appui des services du SYAGE. Il ressort de cette enquête que la zone naturelle de la fosse Montalbot de VIGNEUX-SUR-SEINE subit des dommages qui ont été constatés lors du contrôle. L'exploitation rejette des hydrocarbures dans le milieu naturel de la fosse Montalbot. L'exploitation utilise le réseau d'eau pluviale abandonné du site pour rejeter les eaux issues du séparateur d'hydrocarbures. Les analyses réalisées par le laboratoire Eurofins situé 91 978 Les Ulis, dans le rapport référencé AR-24-IV-254218-01, sur les eaux de rejets du séparateur d'hydrocarbures prélevées le 26 novembre 2024, montrent un dépassement de la concentration en hydrocarbures totaux autorisée dans le rejet. La concentration en hydrocarbures totaux au point identifié FM4 dans le rapport d'analyse est de 7,4 mg/L pour une valeur limite autorisée de 5 mg/L. Cela n'est pas conforme. Ces eaux doivent être raccordées au réseau d'eaux pluviales de la zone d'activité. Le 28 janvier 2025, l'exploitant a déclaré avoir procédé après avis du SYAGE à un raccordement aérien provisoire du séparateur d'hydrocarbures au réseau d'eau pluviale de la zone d'activité de la fosse Montalbot.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de: <ul style="list-style-type: none"><li>• procéder au nettoyage trimestriel du séparateur d'hydrocarbures ;</li><li>• combler avec du béton l'ensemble de la canalisation du réseau d'eau pluviale abandonné du site qui rejette les effluents dans la fosse Montalbot ;</li><li>• raccorder de façon pérenne les eaux de rejet du séparateur d'hydrocarbures au réseau d'eau pluviale de la zone d'activité.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 20 : Autosurveillance-PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. [...] III.-L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  Sur Gidaf, l'exploitant a transmis les résultats de la campagne de mesures de 20 PFAS avec mesure du Fluor organique absorbable réalisée sur un échantillon du 26 novembre 2024, du 19 décembre 2024 et du 14 janvier 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Rétention et confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Le volume nécessaire à ce confinement est de 386 m <sup>3</sup> . L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Le site dispose d'une fosse enterrée étanche d'une capacité de 400 m <sup>3</sup> permettant la rétention des eaux pluviales ruissellent sur le site et des eaux d'extinction d'incendie. L'exploitant est en mesure de garantir à tout moment la capacité de stockage des eaux d'extinction d'incendie d'un volume de 386 m <sup>3</sup> . Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. <b><u>Rétentions-Article 8.5.2 :</u></b> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul>



Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  
Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré ne plus avoir de produits dangereux sur ce site.

Les GRV présents sur le site ne disposaient pas de rétention. Il n'a pas été possible d'identifier la nature des produits contenus dans ces GRV.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la mise sur rétention de l'ensemble des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende, Demande d'action corrective

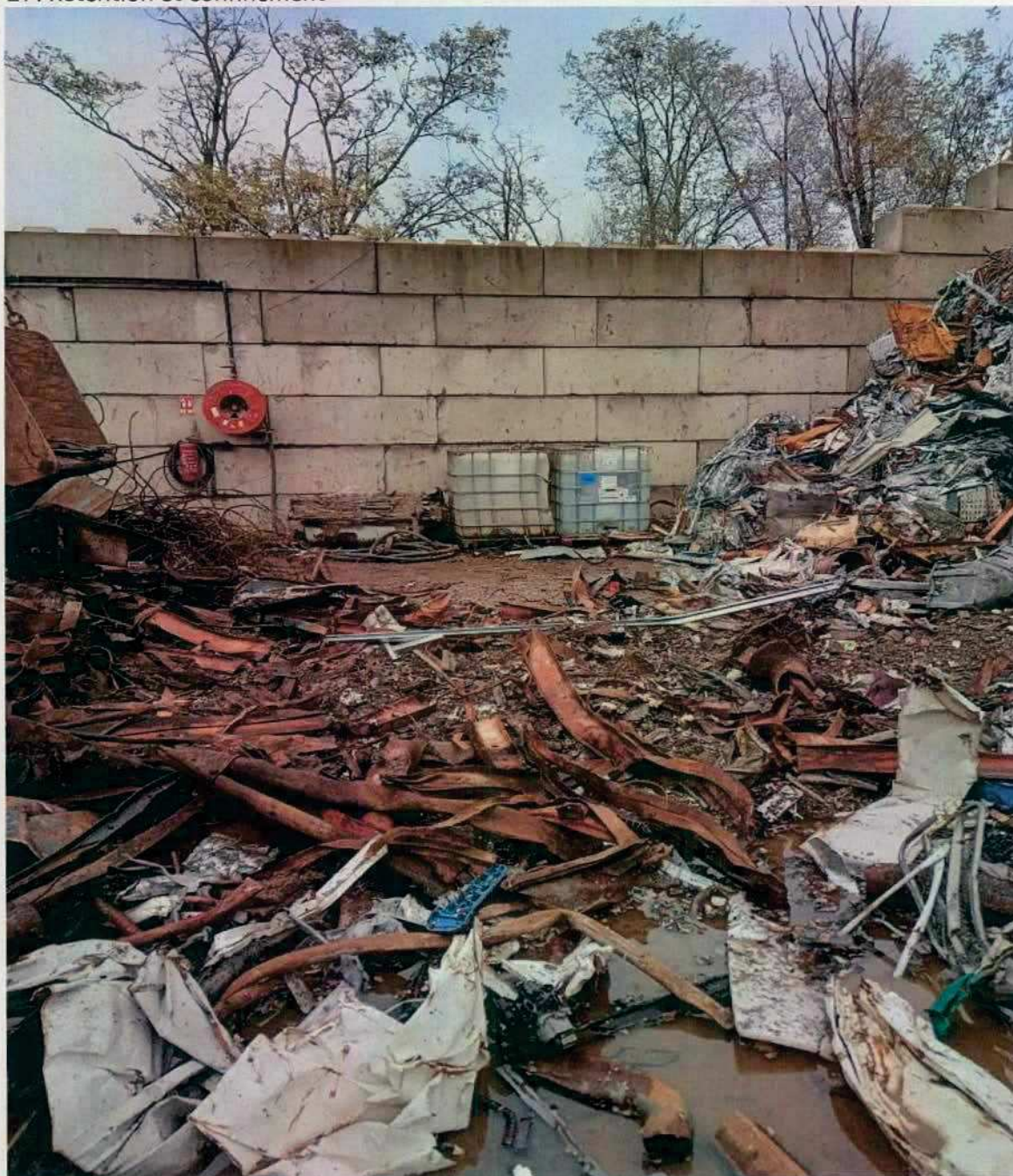
**Proposition de délais :** 15 jours



## Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°11 : Étiquetage de substances et mélanges dangereux

N°21 : Rétention et confinement



*Absence d'étiquetage et de rétention*



N°15 : Vérification périodique et maintenance des équipements



Absence de date de vérification périodique



Absence de date de vérification périodique



Absence de date de vérification périodique